

Session 29 - Vers un choc des nationalismes ?

Sous beaucoup de dimensions, la cicatrisation post-crise de l'activité économique semble toucher à son terme. La sortie progressive des politiques de *quantitative easing* sonne comme l'heure de sortie d'hôpital d'un convalescent qui revient de loin.

La marque d'une époque : le retour du nationalisme

Pourtant, le rejet radical de la globalisation et le repli nationaliste n'ont jamais été aussi forts et font douter de la possibilité d'un retour à « la vie économique d'avant ». Dans les années 2000, l'espoir d'un approfondissement contrôlé de la mondialisation restait le credo commun des élites. Un espoir qui, on le savait, nécessitait pédagogie politique, adaptation de nos systèmes sociaux et volontarisme dans la construction d'une gouvernance supra-nationale; mais un espoir qui semblait à beaucoup réaliste et porteur de progrès.

Il n'en est plus ainsi. La crise a accéléré l'émergence d'un mouvement de fond hostile à l'ouverture des frontières ; Elle a cristallisé dans les groupes sociaux qui n'ont pas bénéficié de la mondialisation la revendication de barrières à la compétition étrangère et aux flux migratoires.

L'exemple européen est illustratif de cette tendance à la fermeture. La construction de l'Union européenne avait notamment pour objectif politique d'endiguer la montée des nationalismes qui avait secoué le XXème siècle, en construisant un horizon commun dépassant les enjeux nationaux. Les signes indiquant le retour du sentiment de préférence nationale se multiplient et menacent cet idéal. La crise a facilité l'accès au pouvoir de partis rejetant explicitement les pertes de souverainetés induites par la construction Européenne.

Au-delà des difficultés européennes, la résurgence des pulsions nationalistes se révèle comme un phénomène international. Partout, en Chine, en Russie, en Amérique Latine et, bien évidemment, aux États-Unis, le discours néo-nationaliste prend de l'ampleur et freine brutalement l'élan d'ouverture et de libre-échange qui a animé les précédentes décennies. Au-delà des rivalités commerciales exacerbées, doit-on alors craindre un embrasement régional ou pire, mondial ?

Les raisons du repli national : le choc inégalitaire de la globalisation?

Chez les économistes, la défense naïve des bénéfices de la mondialisation a pris du plomb dans l'aile. La doxa d'avant-crise, pour la résumer trivialement, était que le libre-échange augmente au total « la taille du gâteau » pour chaque pays, rendant théoriquement possible, modulo le dédommagement des perdants, une amélioration du bien-être de chacun. Or on constate aujourd'hui un choc inégalitaire dont les victimes n'ont pas été dédommagées. L'incapacité à « redistribuer le gâteau » est-elle due à la paralysie politique, ou est-elle plus structurelle ? La taille des transferts nécessaires pour que la globalisation bénéficie à chacun n'est-elle pas

simplement irréaliste dans des sociétés proches de la saturation de leur capacité fiscale et exposées à la mobilité géographique de leurs élites économiques ?

Dimensions non-pécuniaires du sentiment national

Par ailleurs, il faut s'interroger sur le fait que le sentiment nationaliste semble s'étendre bien au-delà du périmètre des perdants avérés de la globalisation, essentiellement les cols bleus de l'industrie manufacturière. Les classes moyennes se sentent insécurisées, et craignent à la fois le déclassement professionnel et le rétrécissement du *welfare state*. L'ampleur électorale du repli identitaire a surpris les politiques eux-mêmes, du Brexit à l'élection de Trump. « Peut-être avon-nous eu tort ; Peut-être que les gens ont vraiment besoin de se retirer dans leur tribu » confessait Obama à ses conseillers au lendemain de l'élection de Trump. D'où vient vraiment le mal-être et le repli identitaire des classes moyennes : S'explique-t-il simplement par l'économie ? S'agit-il en partie d'une sorte d'erreur cognitive ? Car la transition de la société industrielle à la société de services est à peu près achevée dans les pays développés : C'est le changement technologique qui semble désormais menacer les emplois, plus que la compétition internationale, dont les effets sont en partie derrière nous.

Les particularismes culturels se sont peut-être renforcés en réaction au recul des prérogatives de souveraineté nationale. Les peuples ont senti qu'on dépossédait le jeu politique national de sa substance, sans trouver de substitut pour s'exprimer démocratiquement. C'est le rejet de la bureaucratie, de la « dictature des experts », termes souvent associés à l'Europe ou à la gouvernance mondiale. On peut alors s'interroger sur les dimensions non-pécuniaires d'un retour aux traditions, aux identités culturelles et au débat politique local : autrement dit, faut-il accepter le nationalisme comme l'affirmation de préférences authentiques et pas simplement comme l'effet d'un calcul économique ou pire d'un fantasme ?

Réalisme ou irréalisme de la coopération supra-nationale ?

Comment doit-on réagir (de manière plus efficace que la simple déploration) à la montée des populismes ? Dans un monde où les peuples, et leurs représentants politiques, semblent rejeter de plus en plus violemment les visions de coopération internationales ou d'ouverture des frontières, faut-il prendre acte d'un changement d'aspiration et revaloriser la dimension nationale des grands choix politiques ? Faut-il renoncer aux idées de gouvernance mondiale que les peuples semblent rejeter ? Ou au contraire, s'agit-il de s'engager plus avant dans la légitimation démocratique de l'échelon supranational et de prendre en compte à ce niveau les malaises nationaux. De la coopération fiscale (seule à même de limiter l'érosion des bases fiscales), à la question du réchauffement climatique, les exemples ne manquent pas de dossiers où l'échelon supranational semble être le seul espoir d'apporter des réponses.